



Interview de François Münger

Senior water adviser de la DDC



Pourquoi l'assainissement est-il une question si cruciale?

Au XXI^e siècle, encore 40% de la population mondiale vit sans installations sanitaires de base (toilettes, réseaux de collecte, installations de traitement pour les eaux usées). 2 millions de personnes, dont 90% d'enfants, meurent de diarrhées causées par le manque d'assainissement, d'hygiène et d'eau potable, soit l'équivalent de cinq airbus A380 plein d'enfants qui tomberaient chaque jour du ciel ! A ce terrible constat il faut ajouter les autres maladies liées à l'eau sale notamment le paludisme.

Provocant plus de morts que le SIDA ou tous les conflits armés depuis 1945, le scandale du manque d'assainissement, qui n'affecte que les pauvres, est trop souvent relégué au bas des agendas politiques.

Mais le manque d'assainissement est aussi un scandale qui plonge des millions de femmes et jeunes filles dans la honte, le risque de violence et où le mot dignité perd toute signification. Le scandale d'un droit humain bafoué dans l'anonymat de la pauvreté.

Si au niveau global l'on continuait avec les investissements actuels et l'attention portée à ce domaine, les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) sur l'assainissement seraient largement ratés et, si c'était le cas, ce serait tous les OMD qui seraient en danger dans la mesure où l'eau et l'assainissement sont une précondition pour atteindre les autres cibles telles que la santé, la nutrition, la scolarité et le genre.

Pourquoi alors l'assainissement n'attire-t-il pas plus l'attention ?

Ce n'est à l'évidence pas un sujet sexy, et il touche à beaucoup de tabous.

De plus, comme je l'ai dit, cela n'affecte que les pauvres et ceux-ci n'influencent que faiblement les politiques.

D'autre part, il faut aussi reconnaître que nous avons pendant longtemps failli dans nos messages sur l'assainissement et l'hygiène. Ceux-ci étaient trop focalisés sur la peur (peur de la maladie, peur de la diarrhée etc..) et pas assez sur le rêve.

Cependant, l'ONU a pour objectif de redresser la situation en proclamant l'année 2008, année internationale de l'assainissement. Ceci témoigne d'une prise de conscience globale sur ce sujet.

Que fait la Suisse et plus concrètement que va faire la DDC ?

La DDC, en partenariat avec trois autres départements de la confédération (SECO, OFEV, OFSP), l'EAWAG et deux associations de professionnels de la protection des eaux (VSA, GRESE) s'engagent, dans la campagne mondiale, avec un regard sur la situation en Suisse, les nouveaux défis sur le territoire helvétique et autour du monde.

En plus de leur propre engagement, ces partenaires mobilisent la société civile, les communes et le secteur privé en Suisse.

Depuis plusieurs années, la DDC tire l'alarme au niveau international sur la question de l'assainissement. Comme mesure concrète, elle renforce ses programmes bilatéraux sur cet aspect et vient de décider d'appuyer le Fonds global pour l'assainissement lancé le 14 mars à Genève par le Water Supply Collaborative Council /OMS.

Vous soutenez la création d'un nouveau fond global. Est-ce vraiment un mécanisme efficace ?

Dans ce cas la réponse est oui. Le Global Fund for Sanitation (GFS) est une réponse à la proposition du rapport du Développement humain sur l'eau de 2005. Il s'inscrit comme un mécanisme harmonisé qui priorise les pays les plus pauvres mais dont les gouvernements ont une stratégie et une politique pour l'assainissement. Ce fond permettra la mise à l'échelle de projets qui ont fait leur preuve.

Ce global Fund va-t-il distribuer des toilettes dans le SUD ?

Non certainement pas ! La donation de toilette et même les toilettes fortement subsidiées se sont avérées des erreurs. Le GFS soutiendra des projets où l'information et la formation donnent naissance à une demande. Le marché privé sera ainsi stimulé, ce qui créera un cadre favorable au développement des acteurs locaux et des petits secteurs privés. De tels approches requiert aussi le développement du petit crédit pour permettre aux pauvres d'acheter les toilettes qu'ils désirent. J'insiste sur cet aspect du désir et de la demande. Trop longtemps on est tombé dans les solution minimaliste... Les pauvres ont aussi des rêves.

Plutôt que de subsidier les toilettes des familles, il est attendu que les gouvernements engagent leurs fonds pour doter les écoles, les centres de santé et autres endroits publics avec des équipements sanitaires nécessaires et des campagnes de sensibilisation à la santé.

Comment jugerez-vous si vous avez atteint les ambitions de votre campagne en Suisse ?

Nous avons un système d'indicateurs pour suivre notre campagne. Un des critères quantitatif sera l'effet levier que nous auront joué, notamment dans la mobilisation des financements provenant de citoyens suisses vers leurs ONGs, des communes qui s'engagent sur la plateforme SolidaritéEAU et des entreprises qui, dans le cadre de leur « corporate Social Identity » soutiendront le Global Fund For Sanitation.